



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article1959>

Le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine se dote d'une Commission chargée du suivi des sanctions



Date de mise en ligne : mardi 17 mars 2009

Union des Forces de Progrès

Des sources propres à For-Mauritania rapportent que le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union Africaine, s'est réuni jeudi dernier à Addis Abeba. Cette réunion avait porté sur le traitement des crises issues des Coups d'Etat. Lors de cette réunion, les participants sont convenus de mettre sur pied une Commission Chargée du Suivi des Sanctions que le CPS prendrait ou a déjà prises à l'encontre des auteurs des Coups d'Etat et de leurs complices civils.

Il faut préciser que les sanctions prises par le CPS à l'encontre de la Junte militaire mauritanienne, coupable du renversement du premier président élu du pays, constituent une première pour l'organisation panafricaine.

Le CPS tiendrait une réunion sur la crise mauritanienne le 24 mars prochain à Addis Abeba. Cette réunion sera suivie, à la fin du mois, par une réunion du Groupe International de Contact destinée à évaluer les résultats de la mission de médiation du Colonel Kaddafi.

Aux dires de différents acteurs de la communauté internationale et comme l'attestent les multiples communiqué du Front, du Président de la République et de la Coordination FNDD-RFD, la mission du président libyen fut un échec sur toute la ligne. Elle aurait juste encouragé la Junte de persévérer dans la politique de la fuite en avant qui risque de précipiter la dislocation du Pays.

Le Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Monsieur Abdou Diouf ne s'y est point tromper : "je ne peux pas dire que cette mission ait donné tous les résultats que nous en attendions et je crois qu'il faut l'évaluer. Il faut évaluer les résultats de la mission du Président Kaddafi..."

Monsieur Eric Chevalier, porte parole du Quai d'Orsay, ne dit pas autre chose : "***Cette médiation n'a pas permis d'aboutir au résultat espéré pour l'instant***".

Ministre des Affaires Etrangères de la Tchéquie, Monsieur Karel Schwarzenberg

Par ailleurs, l'Union Européenne (UE) continue à être fermes vis-à-vis des auteurs de coups d'Etat. Le Ministre des Affaires Etrangères de la Tchéquie, Monsieur Karel Schwarzenberg, dont le pays préside l'Union l'a rappelé hier aux militaires malgaches : "***Si un nouveau chef de l'Etat est imposé par la force, par la force militaire, nous ne le reconnaitrons pas***", a-t-il déclaré aux journalistes, ajoutant que le bloc des 27 nations prendra la même décision, comme il l'a fait en Mauritanie.

Des sources de For-Mauritania à Bruxelles, rapportent que la fermeture des consultations entre l'UE et la Junte mauritanienne, consultations ouvertes dans le cadre de l'Accord de Cotonou, serait une question de jours. La fermeture de ces consultations consacrerait l'absence de retour à l'ordre constitutionnel et la violation des accords. L'UE en tirera les conclusions prévues par les conventions et le Général limogé aura réussi à priver les Mauritanien d'un volant de coopération et de développement économique important.

<!-- google_ad_client = "pub-9841313673627924"; /* 468x60, date de création 29/12/08 */ / google_ad_slot = "0052188781"; google_ad_width = 468; google_ad_height = 60; /-->